

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE
123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Réponse à Longuet (*Varine*). — Les petits papiers de M. Charles Dumas (*Henri Guilbeaux*). — Les Perspectives de la Révolution prolétarienne (G. Zinoviev).

Correspondance Internationale Russie (*Flory*). — Héros et martyrs du communisme, M. S. Ouritzky (*Lounatcharsky*). — L'autocratie du Proletariat à la Fabrique (*L. Kritsmann*).

REPONSE A LONGUET

La lettre de Trotsky, publiée dans le dernier numéro du *Bulletin Communiste* (et reproduite par nous d'après l'*Internationale Communiste*, organe officiel de la 3^e Internationale) a exaspéré le citoyen Longuet qui exhale son indignation dans le *Populaire* du 5 juin. Mais n'osant pas, ou ne pouvant pas répondre à l'auteur de la lettre, Longuet se répand en insinuations perfides à l'égard d'un camarade qui n'en peut mais, que Longuet ne nomme pas, et auquel il attribue à tort des « commentaires venimeux ». Nous reconnaissons là la manière habituelle de Longuet, et ses procédés de discussion ne sont plus pour nous étonner. Mais comme auteur des « commentaires venimeux » qui précédaient la lettre de Trotsky, nous entendons saisir l'occasion d'une explication nette avec le directeur du *Populaire*.

Depuis la guerre, Longuet, dont le nom est devenu représentatif d'une tendance politique — dans des conditions que nous dirons plus loin — a été l'objet de critiques approfondies et sérieuses auxquelles il n'a jamais répondu, alors qu'elles émanaient de camarades socialistes dont la valeur personnelle, la culture, les services rendus à la cause du prolétariat, sont indéniables.

Dès la fin de l'année 1914, Lénine et ses disciples mettaient en relief l'erreur désastreuse des dirigeants de la 2^e Internationale et des parlementaires socialistes français et allemands, qui avaient souscrit à l'union sacrée, vécue les crédits de guerre et conclu avec la bourgeoisie de leurs pays respectifs une monstrueuse alliance. Au cours de l'année 1915, l'attitude des socialistes d'Europe occidentale se

précisait ; les uns rendaient irrémédiable leur compromission, et leur erreur devenait crime avéré ; les autres se resaisissaient, restauraient les principes de solidarité internationale des travailleurs, et remettaient en honneur la lutte de classe révolutionnaire ; entre ces deux tendances se formait une tendance intermédiaire qui, se refusant à abjurer l'erreur du 4 août 1914, s'efforçait toutefois de revêtir une apparence internationaliste. Cette tendance « centriste » fut combattue par Lénine et Trotsky, et par tous les véritables internationalistes révolutionnaires, comme une tendance néfaste, plus dangereuse encore pour le prolétariat que la fraction ouvertement traîtresse. Par son verbiage révolutionnaire dissimulant une idéologie bourgeoise, elle devait conduire le prolétariat aux pires catastrophes. L'expérience des révolutions russe et allemande a irréfutablement confirmé ce point de vue.

Les critiques dirigées contre Kautsky, Longuet ou d'autres, comme représentants de cette fraction centriste, et non comme individus, n'ont jamais été réfutées par ceux qui en étaient l'objet. En particulier, Longuet ne s'est pas donné la peine de discuter les arguments des socialistes de la gauche de Zimmerwald, montrant que la politique centriste n'est qu'une politique démocratique bourgeoise, en dépit de la phraséologie marxiste dont elle s'enveloppe parfois. Jamais nous n'avons lu sous la plume de Longuet autre chose que des affirmations creuses, indignes d'un homme qui se réclame d'une doctrine aussi riche d'observations scientifiques, aussi nourrie de logique, aussi forte de précisions que la conception marxiste de

l'Histoire. Abondance d'assertions vides, absence de dialectique, pléthore d'adjectifs, carence de définitions : ainsi se caractérisent les écrits de Longuet quand il effleure les problèmes du socialisme. Mais quand il traite de la politique au jour le jour, sa pensée ne se distingue en rien de celle des socialistes chauvins, laquelle ne se différencie pas de celle des républicains bourgeois.

Quelques exemples, *des faits*, le démontreront. Pendant toute la durée de la guerre, Longuet a voté le budget capitaliste, après avoir souscrit au décret de censure et d'état de siège. Zimmerwald et Kienthal ont été pour lui des tentatives de « division » du prolétariat, des manifestations « sectaires ». La défense nationale, proclamée comme un dogme, jetait les prolétariats armés les uns contre les autres, mais elle était sacrée. La Conférence de Stockholm devait réunir les traîtres et les fidèles, réconcilier les assassins du prolétariat et leurs victimes dans une commission des résolutions : voilà de l'internationalisme. L'unité du Parti, l'unité de l'Internationale, à tout prix, c'est-à-dire l'agglomérat d'antagonismes irréductibles, telles étaient les grandes idées (?) de Longuet. L'évangile selon Wilson n'avait pas de plus zélé thuriféraire que le petit-fils de Marx qui, selon l'expression de Rappoport, veut contenter tout le monde et son grand-père. S'il fallait énumérer la série des abdications et des hérésies de sa pensée socialiste, ce numéro du *Bulletin* n'y suffirait pas.

Car la ligne de conduite de Longuet présente ce caractère essentiel de continuité : notre héros, par souci d'unité et de conciliation, s'unit toujours aux traîtres et repousse les socialistes intransigeants. C'est ainsi que sa signature se trouve au bas de cent factums signés d'Albert Thomas et de Renaudel, c'est ainsi qu'il fraternise avec les pires scélérats, les Vandervelde, les Branting, les Grumbach, tout en criant au sectarisme quand on le rappelle au sentiment de dignité socialiste. Par haine de ceux qu'il appelle des « sectaires », c'est-à-dire des socialistes pour qui le *Manifeste du Parti Communiste* n'est pas un chiffon de papier, il se jette dans les bras des « sectaires » de la trahison. Inutile de lui présenter des raisonnements, des objections, des arguments : avec l'épithète « sectaire », il a réponse à tout. C'est son dernier mot. C'était aussi son premier mot. Bref, c'est son mot. Il lui tient lieu de pensée, de doctrine, de raison, de talisman. Rien à faire contre un dialecticien aussi puissamment armé ! « Sectaire », vous dit-il, et vous êtes confondu.

Le moindre grain de mil ferait bien mieux notre affaire, mais nous le lui avons demandé

en vain pendant cinq années, et il s'est montré incapable de le donner. Nous renonçons à l'obtenir jamais. Un trop long crédit lui a été accordé : les illusions ne sont plus permises.

Improvisé chef de tendance par les attaques de ses ennemis (nous lui avons toujours dit que son plus grand tort à nos yeux était de ne les avoir pas méritées), criblé d'insultes par des adversaires sans vergogne, il est apparu comme le représentant de l'internationalisme et il a été adopté comme tel, à défaut d'autres, par des camarades qui ne lui demandaient que de devenir digne d'une réputation usurpée malgré lui d'abord, complaisamment plus tard. Comme il servait de cible aux trafiquants du patriotisme et aux apostats du socialisme, on lui confia le drapeau rouge de la révolution. Qu'en a-t-il fait ? La solidarité naturelle dont les socialistes font preuve à l'égard de celui sur qui s'acharnent les fureurs réactionnaires ne peut être interprétée comme une adhésion aux erreurs ou une approbation des faiblesses de ce représentant éphémère du prolétariat combattant.

Tant que Longuet pouvait apparaître comme victime de l'erreur malgré l'excellence de ses intentions, il a été entouré de militants qui l'ont aidé, soutenu et défendu, sans dissimuler d'ailleurs leur réprobation d'un galimatias où s'entrechoquaient la défense nationale et l'internationalisme ; le vote des crédits et le pacifisme bourgeois ; l'admiration pour Wilson, Lourreau de Victor Debs, et l'admiration pour Debs, martyr de Wilson ; l'amitié pour Liebnicht, victime de Scheidemann et l'amitié pour Haase, collaborateur de Scheidemann ; le respect pour Vandervelde et le respect envers Lénine ; et mille antilogies de ce calibre. Mais quand l'erreur devint système, toute collaboration fut impossible. Aujourd'hui, tout ménagement serait sans excuse.

Longuet a donné la mesure de sa valeur. Ayant multiplié les avances aux traîtres, il a multiplié les attaques contre les communistes. Doux et timide devant les ennemis du socialisme, il sait être perfide, sournois et méchant à l'égard des serviteurs du socialisme. Il a osé ramasser dans la boue de l'*Action Française* les armes qui servirent contre lui, pour les tourner contre nous. Sur la pente où il glisse, rien ne l'arrêtera plus : en Russie et en Allemagne, ses pareils sont pareillement déçus, et un Axelrod, un Kautsky, n'ont rien à envier aux social-patriotes classiques. Dans le dossier « complot », les premiers documents sont les rapports des propos tenus par Longuet au Congrès fédéral de la Seine, par Frossard en divers lieux.

Regrettent-ils leurs paroles inconsidérées,

équivoques et mauvaises ? On le dit. Mais rien ne les empêchera de recommencer, car celui qui défend une cause perdue et qui est démuné de raisons, puise où il peut.

La réponse de Longuet à Trotsky est la preuve d'une incurable aberration. « *Vieil article* », répète-t-il à plusieurs reprises. L'article n'a paru qu'il y a six mois, et la date ne fait rien à l'affaire. Il s'agit du contenu. Que répond Longuet aux critiques formulées ? Rien. « *Trotsky, affirme Longuet, y montrait, comme en bien d'autres cas, une méconnaissance absolue des conditions de la lutte politique en France* ». Vraiment ? Ce n'est pas tout de le dire, il faudrait le prouver. C'est le discours de Longuet, qui est en cause. Trotsky l'a sous les yeux. Il en cite les passages qu'il critique, il analyse le texte scrupuleusement. Que répond Longuet ? Rien. Il dit que nous avons « *exhumé* » le « *vieil article* » de Trotsky. Nous avons *publié* cet article *inédit* en France. « *Je ne pense pas que le moment soit bien choisi pour semblables polémiques entre militants* ». Le moment est toujours mal choisi quand Longuet a le dessous.

— Etait-il bien choisi, Longuet, le moment où vous donnâtes le coup de pied de l'âne à Henri Guilbeaux, condamné à mort ? Et les innombrables moments où vous exerciez en sourdine vos facultés calomniatrices contre un collaborateur du *Populaire* qui a toujours servi la

cause socialiste ? Votre discours, poursuivez-vous, a été approuvé en 1918 par le directeur du *Bulletin Communiste* : oui, parce que nulle occasion de vous soutenir, de vous encourager, n'a été délaissée, parce qu'il fallait riposter aux inmanquables vociférations de la presse de droite, parce que pour la première fois vous rempriez enfin un silence de quatre années. (A quoi l'immunité parlementaire vous a-t-elle servi ?) Et enfin, de qui parlez-vous, sans prononcer de nom, à la fin de cette pitoyable réponse qui n'en est pas une ? S'il s'agit de René Reynaud, que nous connaissons depuis dix ans comme un socialiste convaincu et militant, laissez-nous vous dire que vous tombez mal, une fois encore. Il est vrai que vous ne l'avez pas vu dans le Parti pendant qu'il gelait dans la boue glaciale de l'Yser ou qu'il grillait sous le soleil torride de Salonique, tandis que vous votiez de votre mieux les crédits de guerre. Mais si l'un des deux a le droit de donner à l'autre une leçon, vous n'êtes pas celui-là. Ne vous vanitez pas de vos « *vingt années de Parti* », vous tous qui êtes d'autant moins pardonnables que vous aviez (c'est vous qui le dites) d'autant plus d'expérience. Et s'il vous reste le souvenir de votre foi socialiste d'antan, félicitez-vous de voir une jeune génération de communistes prendre au combat et devant le danger les places que vous avez abandonnées.

VARINE.

Les petits Papiers de M. Charles Dumas

M. Charles Dumas est, comme on sait, un des éléments les plus représentatifs du social-patriotisme français. Il appartient à l'extrême-droite de cette tendance, et il est aux côtés de Compère-Morel, Adrien Veber et Alexandre Varenne, un des partisans les plus acharnés de la politique interventionniste en Russie. Il est néanmoins considéré par Cachin et Longuet comme un bon camarade avec lequel on a temporairement quelques « *divergences* ». Charles Dumas, qui fut dans les premiers mois de la guerre chef du cabinet du ministre sans portefeuille Jules Guesde (lequel, pour un matouquin vide, abandonna son marxisme), fut chargé de mission en Russie où il vint deux fois. A Petrograd et à Moscou, il fut en liaison avec les agents français et avec certains représentants mencheviks et social-révolutionnaires ; mais il ne fut pas très satisfait de la mission qui lui avait été confiée et il rêvait — il n'était pas le seul — à remplacer M. Noulens contre lequel il manifestait souvent son hostilité.

Au cours des perquisitions faites récem-

ment à la Chancellerie du Consulat général de France installé dans les locaux de la Croix-Rouge danoise, à Moscou, on a saisi quelques papiers qui offrent un très grand intérêt — encore que rétrospectifs. Ces papiers sont principalement les minutes des rapports qu'il adressait régulièrement à M. Pichon. A son départ précipité de Moscou, si précipité qu'il ne prit même pas le souci de s'intéresser au sort de ses deux secrétaires qui étaient emprisonnés — il les mit dans de grandes enveloppes cachetées à la cire et portant comme adresse : M. Charles Dumas, Maison de la Presse, 3, rue François-1^{er}, Paris (1).

Le 2 avril 1918, Charles Dumas envoyait à Noulens, ambassadeur de France, qui s'était retiré à Vologda, une lettre dans laquelle il réclamait pour certain journal une mise de fonds de cent mille roubles. Il reprochait à

(1) La Maison de la Presse où travaillaient durant toute la guerre des littérateurs, des politiciens, des journalistes et des policiers était le bureau de propagande au ministère des Affaires Étrangères : les travaux d'espionnage n'en étaient pas exclus.

M. Noulens sa parcimonie, laquelle, il faut le dire, était généralement reconnue par tout le monde. « *Non sans beaucoup de peine*, écrit-il, *vous m'avez versé pour cela quarante mille roubles. Puis vous êtes parti.* Vous m'avez laissé dix mille roubles qui, d'ailleurs, n'ont été trouvés que longtemps après votre départ et qui ne m'ont été remis qu'à Moscou. Le résultat a été que le journal coupé de moyens a dû cesser de paraître en laissant des dettes et j'ai dû manquer à mes engagements ». Il se plaint que, tandis que le Comité de guerre lui avait ouvert un crédit de trois millions de francs, M. Noulens ne lui en ait remis qu'une infime partie. Le 10 avril, M. Noulens répondit à « son cher ami » et lui avouait « avoir été surpris des récriminations »... « Dans la question de l'emploi des fonds, je n'ai fait qu'user, en modérant vos propositions, du droit que m'avait donné le gouvernement de les approuver ou de les rejeter. Par sympathie pour vous et parce que je connais votre haute conscience, je n'ai jamais demandé des explications de détail et je vous ai facilement cédé, alors que si j'avais eu à me prononcer pour mon propre compte, j'aurais été infiniment plus rigoureux ». Et l'ex-ambassadeur de France ajoutait : « *Je pense que notre amitié pour certains partis politiques russes ne doit nous entraîner à les aider pécuniairement que lorsqu'ils peuvent nous être réellement utiles. Or, je me permets de penser que celui qui s'est adressé à vous pour la fondation d'un journal ne peut avoir en ce moment aucune influence sur les destinées de son pays* ».

Enfin, dans sa lettre, M. Noulens tenait à dire à « son cher ami » qu'il ne devait pas s'exagérer l'importance de « sa mission ». « Une fois séparé de vous, je ne pouvais pas vous conférer plus de pouvoir que vous n'en aviez quand j'étais présent à Petrograd. Si vous aviez un emploi utile à faire de certains fonds, vous deviez en faire part au Consul général de Moscou qui, en mon absence, aurait demandé des instructions au quai d'Orsay pour examiner avec vous l'opportunité des dépenses ».

S'il est mécontent de M. Noulens, il n'est pas moins satisfait de la conduite de la mission militaire et il donne tort à celle-ci. Il déclare à M. Pichon le 4 janvier 1918 : « En principe, je crois indispensable de remettre entièrement la direction de notre action politique à l'ambassadeur et aux agents diplomatiques compétents. Ceci n'empêchera pas les militaires d'être utiles sur d'autres terrains, au contraire. »

Parmi les autres papiers qui sont publiés intégralement (1) on voit l'activité de M. Dumas en ce qui concerne l'intervention en Russie. Le 10 avril 1918, il écrit : « L'intervention — si on veut sauver la situation — doit se pro-

(1) M. Charles Dumas et sa Petite Mission « socialiste », documents originaux publiés intégralement, avec une introduction et des notes de Henri Guilbeaux (Edition de l'Internationale Communiste à Moscou).

duire sans délai et avec force. Il est de toute urgence, sans parler de l'entreprise de Vladivostok, que les troupes interalliées débarquent nombreuses à Arkhangel et Mourman, ce qui est justifié par l'occupation de la Finlande par les Allemands. Autour de ces forces alliées se forme aussitôt une armée spécifiquement russe de deux à trois cent mille hommes. *Quand aux bolcheviks, il n'y a plus lieu de s'en occuper. Il est possible qu'ils tentent, pour se sauver, de tomber dans nos bras, nous ne recueillerions d'ailleurs qu'un cadavre en décomposition. Parlant en socialiste, je déclare que toute leur activité n'a jamais été que la négation même du socialisme et que aujourd'hui l'immense majorité de la classe ouvrière russe, déçue, s'écarte d'eux et que des élections libres feraient éclater le complet discredit dans lequel ils sont tombés* ».

« Les Alliés trahiraient leurs principes de démocratie et de droit en faisant un geste pour sauver, à une heure où il s'effondre, un régime d'aventuriers qui a fusillé la Constituante et qui a établi selon le mot de Gorki : l'Autocratie des Sauvages. *Le seul résultat de notre accord avec les bolcheviks serait d'écartier de nous en même temps que de ruiner toutes les forces démocratiques saines de la Russie.* »

Pareil à tous les contre-révolutionnaires alliés et en particulier à son ami et confrère en destruction, M. de Vertamond, ce qu'il désire moyennant finances, c'est le renversement du bolchevisme. C'est pourquoi il se montre hostile à la révision du traité de Brest.

En relation avec les socialistes-révolutionnaires, il eut l'occasion d'envoyer à l'*Humanité* le « Manifeste du Comité Central du Parti Socialiste-Révolutionnaire », rédigé par le député à la Constituante Timoféeff, mais il eut soin de demander à ce que le nom de Timoféeff ne fut pas publié afin de ne pas le compromettre. Il eut également l'occasion d'exposer la discussion qui eut lieu à la conférence interfractionnelle du 18 mai 1918 composé du Parti Socialiste-Révolutionnaire, du Parti Travailleur-Socialiste-Populaire, du Parti des Internationalistes, du Parti Socialiste juif unifié, ainsi que du Parti Socialiste musulman et il envoya à plusieurs reprises l'opinion de ses amis Dan et Erlich. Ses relations avec les Mencheviks et les Socialistes-Révolutionnaires ne l'empêchaient pas, lorsque ses projets de monomane échouaient, de les critiquer et de les discréditer. C'est ainsi qu'il déclare que les Socialistes-Révolutionnaires sont « hypnotisés par l'idée de la paix à tout prix ». Il écrit à Pichon le 12-1-1918 : « *La paix pour eux c'est la possibilité de renverser les bolcheviks. S'ils prenaient le pouvoir, ils la feraient aussi vite et plus mal que Lénine pour se débarrasser au plus tôt des soldats.* Nous pourrions peut-être être près d'eux, mais nous aurions pu et nous pouvons peut-être encore en faire autant pour les bolcheviks, ce dont je m'occupe par des moyens à moi ». Il déclare que les Mencheviks n'ont pas eu d'au-

tre rôle que « savonner la planche par où la Russie glisse jusqu'où elle est ». Et voici en quels termes il parlera de ses « amis » : « Lorsque j'ai quitté la Russie le 2 juillet dernier, Tseretelli m'avait dit : Contre la folie maximaliste, nous lutterons jusqu'à la mort. Cela voulait seulement dire : J'irai au Caucase. Il y est allé, en effet, avec Tchédzé (qui y est encore) ». Le 22 février, il faisait part de la visite que lui avait rendue le député de la Constituante Soukhomline, l'informant que la Constituante se réunirait probablement dans l'Est de la Russie et se proposait de faire appel à toutes les forces nationales pour organiser la lutte ; il ajoutait : « Tchernoff vous fait demander officieusement si dans ce cas la France et l'Amérique soutiendraient financièrement et militairement la Constituante... Soukhomline va tenter de passer en France pour établir le contact avec le gouvernement français ».

Dans un autre rapport adressé au ministre des Affaires étrangères, et dans lequel il déclare qu'il est indispensable de lui envoyer de « grosses sommes en argent », il fait l'apologie

de son ami l'équilibriste du social-opportunisme Huysmans ; il écrit 24 janvier 1918) : « A Stockholm j'ai vu Huysmans qui m'a prié d'insister pour que les journaux belges paraissant en Hollande avec l'argent français cessent de l'injurier grossièrement. Il lui est égal d'être injurié, mais il lui est pénible que ce soit avec de l'argent français. Il est, en effet passionnément ententophile et les attaques qui disent le contraire sont injustes ».

Ces quelques extraits donneront au lecteur un avant-goût des « petits papiers » de M. Charles Dumas qui, poltron, ainsi que le déclarent ses secrétaires et le confirme dans son interrogatoire Mlle Carlier, au lieu de les détruire les fit déposer dans un des coffres-forts de la Chancellerie du Consulat de France. Ceci montre le rôle joué par les héros de l'Internationale Jaune, qui se vendirent le 4 août 1914, corps et âme, pour des récompenses et de l'argent, et qui eurent le cynisme de traiter d'agents allemands les révolutionnaires et internationalistes conscients des pays alliés.

Henri GUILBEAUX.

LES PERSPECTIVES DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE

Le 4 mars 1919, à Moscou, la 3^e Internationale est née. Il serait plus exact de dire que le nourrisson était venu au monde dès 1918. Au printemps de 1919, on l'a baptisé, on l'a inscrit sur le registre des naissances — au moment où il avait déjà pris des forces et se tenait debout. Lorsque, en mai 1918, en Russie, le parti des bolchéviks, détenant le pouvoir, changea de nom pour devenir le Parti Communiste Russe et quand, quelques mois plus tard, les spartakistes allemands au si glorieux passé, adoptaient le nom de Parti Communiste allemand, il devint clair, pour tout révolutionnaire, que la 3^e Internationale était née. En 1919, il ne nous restait qu'à sanctionner le fait accompli.

Ainsi les objections, il est vrai isolées, qui se résumaient à dire prématurée l'organisation de la 3^e Internationale, n'étaient pas fondées. Au Congrès de Moscou, au début de mars 1919, la Hongrie était représentée par un camarade qui avait assez longtemps vécu comme émigré en Russie et le parti communiste hongrois semblait à beaucoup d'entre nous n'être qu'un groupement assez peu nombreux ; et pourtant deux semaines après notre congrès, le parti des communistes hongrois était au pouvoir et réunissait sous ses drapeaux toute la classe ouvrière du pays.

Et combien nous paraissent aujourd'hui naïves puérilement naïves, nos vives discussions d'il y a quelque trois ou quatre ans à peine. Quand, à l'automne de 1915, à Zimmerwald, le premier nouveau international des communistes irréductibles (la gauche de Zimmer-

wald) proclama la nécessité d'une séparation d'organisation, d'une scission absolue d'avec les social-patriotes, cela parut une insolence extraordinaire, une hérésie sans précédent. Quand la gauche de Zimmerwald défendit cette résolution, que tout le mouvement ouvrier contemporain doit se fractionner en trois tendances (social-chauvinistes, groupes du centre et communistes) on nous appela doctrinaires, sectaires et utopistes. Maintenant la scission est devenue un fait accompli. Maintenant chaque ouvrier comprend (seul « l'ex-homme » Kautsky ne le comprend pas), qu'on ne peut unir le parti de Liebknecht avec les assassins de Liebknecht, Scheidemann et Ebert. Le fétiche *unité* est brisé. Tout socialiste honnête comprend maintenant que seule doit nous être chère l'unité dirigée contre les socialistes transfuges, passés au camp de la bourgeoisie. Les divergences autrefois résolues dans les cadres d'un seul parti, sont maintenant descendues dans la rue et se décident sur les barricades avec le concours efficace des mitrailleuses et des canons. Nous voyons maintenant à l'œuvre les trois courants indiqués, sur les immenses écrans du monde. La politique de ces trois tendances passe maintenant devant les yeux de millions d'ouvriers. Et le nombre d'ouvriers confluents dans les deux premiers courants diminue rapidement. Les masses de ceux qui se groupent autour de la troisième tendance (communiste), la seule restée fidèle aux intérêts de la classe ouvrière, s'accroissent avec une rapidité vertigineuse.

Ce qui déconcerte dans la position de notre

adversaire le plus fort — le « Centre » — c'est sa totale impuissance idéologique.

Poursuivre dans ces colonnes une discussion d'idées avec la première tendance, c'est-à-dire avec les Scheidemann de tous les pays, serait chose superflue. Ici nous avons affaire à un ennemi de classe conscient qui, sous le drapeau de la « social-démocratie » développe des idées tout à fait bourgeoises. Ici l'arme de la critique sur tout le front doit être remplacée au moyen de la critique par les armes. Notre mot d'ordre, à l'égard des social-démocrates blancs, c'est la parole de Lassalle « Prendre l'ennemi à la gorge et mettre le genou sur sa poitrine ! »

Mais voici la deuxième tendance (« Centre ») dont Kautsky est le chef idéologique.

On lutte encore avec elle au moyen des idées. Feue Rosa Luxembourg disait déjà en 1910 que s'il vaut encore la peine de discuter avec le révisionnisme ce n'est qu'avec le révisionnisme dans sa forme hétérodoxe, genre Kautsky.

Une totale absence de perspectives, une inconcevable liquéfaction, la pauvreté spirituelle, l'absence lamentable de pensée, la peur infinie des idées, voilà les traits qui caractérisent la position du « Centre ».

Les adeptes du « Centre » continuent à insister sur les idées de « démocratie en général », sur la conservation des anciennes subdivisions de notre programme en programmes minimum et maximum. Au premier regard superficiel, les adeptes du « Centre » restent, au moins formellement fidèles au vieux programme socialiste. Au fond, leur position dissimule l'abandon total du socialisme.

Supposons en effet, que l'opinion de Kautsky et de ses élèves soit vraie. Supposons une minute bien que ce soit absolument faux, que pour un proche avenir le mouvement d'émancipation en Europe tienne dans les cadres de la « démocratie », c'est-à-dire de la démocratie bourgeoise. Cela voudra dire que la première partie du programme de la social-démocratie européenne, le programme minimum, a reçu sa consécration.

Quelle obligation en découlerait pour les hommes restés fidèles au socialisme ? Evidemment celle de mettre désormais au premier plan le programme maximum, en d'autres termes, celui de la réalisation du socialisme. Si la bourgeoisie a faibli au point de céder et de consentir à réaliser la « démocratie », le devoir du socialiste, à ce moment précis, c'est d'aller plus avant et de faire ressortir ce qui le distingue de la démocratie bourgeoise.

Les adeptes du « Centre » font le contraire. Précisément à cet instant historique, ils mettent en poche le programme maximum et guerroyent justement contre ceux des défenseurs de la classe ouvrière qui placent à l'ordre du jour la lutte pour le socialisme par tous les moyens.

Examinez avec attention les « théories » développées par Kautsky et par ses amis à la fameuse conférence de Berne de la 2^e Interna-

tionale, au début de l'année 1919. On ne peut se représenter une plus grande timidité idéologique.

Kautsky et ses amis ont lapidé les communistes, demandé la mise en accusation et la condamnation des bolcheviks. Admettons qu'en fait les ouvriers n'aient pas d'ennemis plus dangereux que les communistes. Admettons que le plus grand obstacle à la conquête du socialisme par le prolétariat soit constitué par les bolcheviks. Admettons-le ; mais en quoi consiste le programme propre à ces messieurs du groupe Kautsky ? Comment se représentent-ils la réalisation du socialisme ?

Kautsky ne veut pas le « socialisme de la pauvreté ». Il ne veut pas que la classe ouvrière prenne le pouvoir en mains au moment où les forces productrices de presque tous les pays sont brisées, où la guerre vient d'amener presque toute l'Europe à une famine sans analogie.

A quoi bon insister ? Il est bien difficile à la classe ouvrière d'instaurer le socialisme dans les conditions auxquelles la bourgeoisie et sa valetaille de social-patriotes ont conduit l'Europe. Mais quel autre chemin y a-t-il, selon Kautsky ?

Attendre ?

Jusqu'à quand ? Jusqu'à ce que les Etats les plus importants de l'Europe se soient remis des suites de la guerre, jusqu'à ce que la bourgeoisie ait restauré l'économie, jusqu'à ce que la production soit de nouveau prospère ? Mais quelle garantie Kautsky possède-t-il de ce qu'à ce moment la bourgeoisie ne nous jettera pas dans une autre boucherie plus sanglante encore ? Et surtout, où est la garantie pour Kautsky, de ce qu'en conservant la propriété privée la bourgeoisie sera en état de reconstituer les forces productrices qu'elle même a si âprement, si sauvagement détruites ?

Ou bien prenez la question des Soviets. On peut haïr les Soviets comme les haïssent en effet la bourgeoisie et ses serviteurs, qui y voient justement une menace pour la domination du capital. On peut les considérer avec une chaude sympathie comme c'est le cas pour tout ce qui est honnête et noble dans le mouvement ouvrier de tous les pays. Mais rester neutre, ni chaud ni froid, à l'égard des Soviets, aucun politique qui se respecte ne le peut. Biaiser, éluder, équivoquer à l'égard des Soviets, est complètement indigne. Chacun voit que « Soviet » est un mot nouveau, prononcé par des millions d'ouvriers après la guerre. On ne peut être que *pour* ou *contre*. Et pourtant le « Centre » Kautsky et Cie, à la Conférence de Berne et dans toute sa propagande, fait semblant de ne pas remarquer le problème du pouvoir des Soviets. Dans les meilleurs cas, des « audacieux » tels que Hilferding et ses amis s'efforcent d'unir par un mariage légal l'idée réactionnaire bourgeoise d'une Constituante à l'idée des Soviets révolutionnaires prolétariens. La Conférence de la 2^e Internationale de Berne, sur laquelle pla-

nait l'esprit de Kautsky, a timidement tourné la question des Soviets. Ce faisant, elle s'est elle-même accordé un certificat de stupéfiante indigence idéologique.

Nous avons supposé plus haut que le mouvement révolutionnaire en Europe pourrait se borner à la victoire de la démocratie. Nous avons dit que, dans ce cas, renoncer à réaliser par tous les moyens le programme maximum, c'est-à-dire la lutte par tous les moyens pour le socialisme, serait criminel. Mais cette supposition ne correspond pas du tout aux faits. A l'heure actuelle il n'est que trop évident que le mouvement, en Europe, se développe au contraire beaucoup plus rapidement que ne l'espéraient les plus grands optimistes, ou Congrès de la 3^e Internationale, à Moscou. L'incendie de la guerre civile embrase toute l'Europe.

Au point de vue géographique la révolution prolétarienne évolue de l'orient à l'occident. Cette marche de la révolution prolétarienne s'observe maintenant d'une façon tout à fait nette. La première victoire des communistes s'est produite en Russie. La principale cause en est que la bourgeoisie russe était plus faible, moins organisée que celle des autres pays. L'une des colonnes actuelles de la contre-révolution russe, Pierre Struve, qui fut autrefois un socialiste, a dit dans une de ses œuvres : « Plus on va vers l'Orient, plus la bourgeoisie s'avilit ». Nous pourrions aujourd'hui ajouter : plus elle est vile et plus elle est faible. C'est pourquoi la première, la classe ouvrière russe a pu accomplir la tâche devant laquelle se trouvent maintenant les ouvriers du monde entier.

La bourgeoisie allemande et autrichienne, comme celle de tous les pays vaincus, expire sous nos yeux et, en fait, se débat déjà dans les affres de l'agonie. Mais celle des pays victorieux aussi, celle de l'Entente, sent nettement approcher vers sa gorge la main osseuse de la mort. Un des grands journaux de la bourgeoisie parisienne écrivait il n'y a pas longtemps : « Gens singuliers, ces messieurs les ministres du Conseil des quatre ; ils font la paix, ils se préoccupent de partager proprement la péninsule balkanique, la Russie et d'autres sphères d'influence ; mais ils ne remarquent pas qu'ils sont eux-mêmes déjà entourés du cercle de feu du bolchévisme et qu'ils perdent leurs propres pays ».

Ce qui est vrai !

Une partie des impérialistes de l'Entente se rend nettement compte du danger. L'autre se croit plus solide. De là, tout le désaccord entre eux.

Pourquoi la bourgeoisie française et italienne apparaît-elle en ce moment comme la plus belliqueuse ? (1) Parce que la révolution sociale est plus mûre que partout ailleurs en France et en Italie. Parce que les capitalistes français et italiens n'ont presque plus rien à perdre. Il ne leur reste qu'une issue : aller au devant, déclarer la guerre à la Russie et à la Hongrie. Ils s'efforcent de pousser l'Alle-

magne contre la Russie, en un mot d'agir par la « chirurgie ».

Pourquoi les impérialistes d'Angleterre et d'Amérique penchent-ils (ou penchèrent tout au moins un moment) vers de plus pacifiques solutions de la question dite « russe », mais qui est en réalité une question universelle, celle pour le capitalisme d'être ou de ne pas être ? Parce que la situation de la bourgeoisie en Angleterre et en Amérique est comparativement plus stable. Parce que les vagues du mouvement prolétarien n'ont pas encore, dans ces pays, ébranlé les assises du capitalisme comme en France et en Italie.

Voilà pourquoi une partie des impérialistes de l'Entente espère encore se tirer d'affaire, éviter sa destinée. De là, deux lignes de conduite dans le camp des vainqueurs. Tous voudraient également égorger la révolution socialiste en Russie et, plus généralement, en Europe. Mais certains d'entre eux, peut-on dire, veulent et ne veulent pas...

A la fin de ses jours, la bourgeoisie traversant sa période de décadence, de décomposition, doit produire une sorte de Hamlets, de découragés. La bourgeoisie réactionnaire de l'Europe a eu ses sabreurs — Galiffet, Clemenceau. Elle apprend maintenant à connaître d'autres figures de « chefs », qui n'ont point foi en eux-mêmes, de « chefs » qui, au sens historique du mot, ont abdicqué. *Facies hypocratica* — voilà ce que l'on voudrait dire même de la partie la plus saine de la bourgeoisie européenne, après avoir fixé son visage cadavérique...

Comment se dénouera la crise dans un avenir immédiat, nul ne peut le prévoir. Nul ne le sait même parmi les quatre « puissants » arbitres des destinées de l'humanité qui ont formé à Paris le Conseil de Quatre. Qui vaincra, Clemenceau ou Wilson ? Les impérialistes de l'Entente se résoudront-ils à une guerre ouverte contre la Russie ?

L'organe, officieux du gouvernement français, le *Temps* (n° 21.047), dans son éditorial intitulé la « Défense de la Paix » écrivait dernièrement : « La société des nations et le gouvernement bolchéviste sont deux institutions qui ne peuvent pas vivre ensemble. On veut une paix qui dure ? Qu'on occupe Petrograd ». C'est assez éloquent.

Nos ennemis tenteront-ils de réaliser ce programme, même après Odessa ? On ne peut le dire à cet instant. Au point de vue des destinées de la révolution prolétarienne dans son entier, cela n'a pas d'importance décisive.

Il peut arriver qu'en Amérique le capitalisme continue son existence pendant quelques années à côté de l'Europe communiste. Il peut même arriver qu'en Angleterre le capitalisme vive quelques années à côté du communisme triomphant sur tout le continent. Mais une telle coexistence ne peut pas se prolonger. Nous servant des propres termes de l'organe de la bourgeoisie française, nous pouvons dire : l'Amérique capitaliste et l'Europe communiste ne peuvent pas vivre en-

semble. Tout au moins, est-ce impossible pour un temps quelque peu prolongé. Mais pour une époque de transition de telles perspectives sont possibles.

En tout cas le sort en est jeté. L'attaque contre les remparts du capitalisme a commencé. Et elle finira par notre victoire. Nous entendons déjà les craquements des édifices de la vieille Europe capitaliste prêts à s'effondrer. La révolution prolétarienne ira triomphalement de pays en pays. Avec ses bottes de sept lieues il lui arrivera de franchir à la fois une, deux frontières ou plus. Des dizaines de millions de travailleurs prennent la revanche de l'aviissement qu'ils subirent pendant quatre années de folle boucherie impérialiste.

La classe ouvrière ne peut plus prendre le pouvoir prématurément. Ainsi écrivait Kautsky, il y a dix ans à l'époque où il était so-

cialiste. Avec raison, dirons-nous à présent. La classe ouvrière ne peut plus proclamer trop tôt sa dictature. Les conditions ont mûri pour le socialisme. La dictature du prolétariat est à l'ordre du jour dans tout le monde civilisé. Tous nos échecs actuels nous apparaîtront dans quelques mois insignifiants en comparaison des grandes victoires que nous remporterons pendant ce laps de temps. Nul édifice n'est plus solide que celui de la 3^e Internationale, dont les fondements ont été posés à Moscou en mars 1919. Sous les drapeaux de la 3^e Internationale la classe ouvrière vaincra dans le monde entier.

G. ZINOVIEV.

(1) Cet article avait été écrit lors de la fondation de l'Internationale Communiste, il y a plus d'un an. Depuis, la situation de l'Europe s'est modifiée, et ce paragraphe de l'article de Zinoviev ne peut plus s'appliquer à l'Italie. — N. D. L. R.

Correspondance Internationale

RUSSIE

Comme devant les bandes de Koltchak et de Denikine, c'est la Russie révolutionnaire tout entière qui se dresse aujourd'hui devant Pilsudski et ses mercenaires polonais.

Le 5 mai dernier, à la séance solennelle où s'étaient réunis le Soviet de Moscou, le Comité central exécutif et les organisations ouvrières, la fraction menchevik du Soviet présenta au nom du Comité central du parti la déclaration suivante :

Le gouvernement polonais obéissant à ses tendances impérialistes et à sa haine contre la révolution russe, est entré en campagne contre la Russie soviétique. Son but évident est l'annexion par la violence de nouveaux territoires habités par des Ukrainiens, des blancs-Russiens et des grands-Russiens, la confirmation de la conquête déjà faite des provinces lithuaniennes et blanc-russiennes, l'asservissement de nationalités étrangères et l'anéantissement des conquêtes de la révolution russe. Cette campagne insensée contre la Russie soviétique qui impose de nouveaux sacrifices au prolétariat et aux paysans polonais, a été tramée par le gouvernement contre-révolutionnaire de Pilsudski sous les excitations d'une fraction des impérialistes de l'Entente. Elle ne saurait être justifiée même par aucun prétexte spécieux, puisque le gouvernement polonais a refusé d'entrer en pourparlers avec la Russie soviétique qui se montrait disposée à des concessions pour obtenir le maintien de la paix. Cette nouvelle guerre a été imposée au peuple russe et il a été obligé de l'accepter afin de repousser une nouvelle et téméraire tentative de la contre-révolution pour le placer à nouveau sous le joug des exploiters et du despotisme. Il doit relever le défi par une vigoureuse défense contre l'agression étrangère, terminer l'œuvre commencée par la victoire sur la réaction intérieure en la personne de Koltchak, Denikine et Youdenitch. L'armée rouge qui a écrasé les bandes de gardes blancs russes ne

posera pas les armes devant les légions impérialistes de Pilsudski.

Le parti social-démocrate est convaincu que la république soviétique triomphera sans peine de la nouvelle invasion, si elle associe à une énergique défense militaire une politique systématique de paix générale et de reprise des relations et des échanges internationaux en Occident et en Orient, si elle se garde en Ukraine de causer par sa politique une désaffection des masses paysannes envers la révolution russe, si l'union de tout le peuple russe pour la défense de la révolution est facilitée par des mesures de nature à affermir dans toutes les masses travailleuses de Russie la certitude que le maintien et le développement du régime révolutionnaire leur apportent la liberté et l'entière égalité politiques. Le parti social-démocrate flétrit de toute son énergie le mensonge et l'hypocrisie avec lesquels les agresseurs qui violent le territoire de la révolution russe osent prendre le rôle de prétendus libérateurs de l'Ukraine en promettant de confirmer l'indépendance nationale du peuple ukrainien et l'égalité de droits de toutes les nationalités.

Le rétablissement de la propriété noble dont la révolution russe a libéré les paysans ukrainiens, l'asservissement des ouvriers, l'oppression nationale dans ses formes les plus odieuses, voilà en réalité ce que promet aux masses laborieuses de l'Ukraine la contre-révolution polonaise qui se cache sous la démagogie sans vergogne de son agent Petlura.

Le parti social-démocrate prévient les paysans et ouvriers ukrainiens contre cette duperie démagogique et les invite à défendre leurs droits nationaux et leurs intérêts économiques en liaison étroite avec les masses laborieuses de toute la Russie, par voie de renforcement et de développement des conquêtes de la révolution. Le parti social-démocrate invite le prolétariat et la classe paysanne de Pologne à résister aux plans impérialistes de son gouvernement

En adressant aux masses laborieuses polonaises le chaleureux salut fraternel du prolétariat russe socialiste, il exprime la ferme confiance que leur victoire prochaine libérera d'Europe du gendarme de la contre-révolution universelle qui a nom le gouvernement actuel de Varsovie.

Le parti social-démocrate invite tous les ouvriers paysans et citoyens démocrates de la Russie soviétique à reconnaître comme la cause de toute la révolution russe la défense contre cette nouvelle agression. Il les invite à grouper toutes leurs forces pour repousser les conquérants et les asservisseurs, à consentir tous les sacrifices que réclamera cette nouvelle guerre qui nous est imposée, et à servir de tous leurs moyens les armées rouges.

Le parti social-démocrate exprime l'espoir que le prolétariat socialiste de tous les pays dont les efforts ont brisé le blocus et ont donné à la révolution russe le moyen de rétablir son économie nationale, aidera avec une énergie redoublée la révolution russe à repousser le coup nouveau qui la menace, en exerçant la pression la plus efficace sur les gouvernements impérialistes de l'Entente, afin de priver la contre-révolution de tout secours extérieur et de l'obliger à renoncer à ses plans de conquête.

Vive le front unique du prolétariat et de tous les travailleurs dans la lutte contre la contre-révolution ! Vive la solidarité internationale du prolétariat ! Vive l'union révolutionnaire des peuples russe et ukrainien ! Vive la révolution russe !

Ainsi la réaction ententiste doit abandonner définitivement tout espoir de rallier à sa cause en Russie d'autres éléments que les aventuriers tsaristes à sa solde. Le sort de ceux-ci est clair et l'armée rouge triomphera de Pilsudski, comme elle a triomphé de Koltchak et autres bandits qui se sont succédé à la tête de la contre-révolution intérieure. Cependant, la réaction polonaise livrée à ses seules forces n'aurait pas osé se lancer dans une pareille aventure.

MM. Lloyd George et Millerand n'ont réussi à la convaincre qu'en lui promettant de la ravitailler, sinon en troupes nombreuses, ce qu'ils ne peuvent pas faire, au moins en compétences techniques, en argent, en matériel et en munitions.

Le devoir des prolétaires de France est tout tracé : empêcher par tous les moyens les dirigeants de notre pays de tenir leurs engagements criminels. Plus un solat, plus un sou pour la guerre capitaliste ! Aucune arme, aucun projectile ne doit passer la frontière ou être embarqué pour quelque destination que ce soit.

Malgré les servitudes dont l'accable, le prolétariat de France prend de plus en plus conscience de son devoir de solidarité internationale. Il sait ce qui l'attend s'il reste inerte et muet devant les agissements de l'oligarchie qui la dirige et forge ses chaînes. Il comprend que c'est son sort, le sort de tous les esclaves du capital qui se joue en Ukraine et en Russie Blanche, où la réaction polonaise rêve d'établir par la spoliation et la violence sa classe paysanne qui réclame la terre.

De tous ces crimes qui s'ajoutent au grand crime que fut la guerre impérialiste, il ne sera ni dupe, ni complice, et répondant à l'appel du prolétariat russe un contre l'agresseur capitaliste, il saura faire son devoir.

FLORY.

Comité de la 3^e Internationale

Commission d'Études

Programme du Comité

1^o Principes généraux du Communisme international révolutionnaire. (Documents : Manifeste de Marx et Engels ; Manifeste de l'Internationale Communiste) ;

2^o Confirmation de la doctrine communiste par les événements depuis 1914 : guerres impérialistes et révolutions prolétariennes ; caractère international de tous les phénomènes économiques et sociaux. Etat révolutionnaire de l'Europe.

(Documents : Manifeste et résolution (plate-forme) de l'Internationale Communiste) ;

3^o Démonstration de l'inéluctabilité d'une révolution sociale en France. Situation économique, situation financière, perspectives de banqueroute, dépréciation du papier-monnaie, ruine du crédit public, élévation croissante du coût de la vie ;

4^o Le salut par le Communisme :

a) Inanité des réformes, illusion de la démocratie ;

b) Nécessité d'une transformation sociale complète ;

c) La prise du pouvoir par le prolétariat, l'Etat prolétarien, la dictature prolétarienne ;

d) Les conseils ouvriers, instruments de l'hégémonie prolétarienne ;

e) Les Syndicats dans l'Etat prolétarien : leurs nouvelles attributions et fonctions ;

f) La socialisation du sol, du matériel agricole, du bétail : expropriation des grandes propriétés foncières, ménagements à l'égard de la paysannerie moyenne, voies et moyens pour introduire progressivement le Communisme agricole.

Documents : Thèses de Berlin et d'Amsterdam, Numéros du *Bulletin Communiste* ; Programme des Communistes, par Boukharine ; Programme du Parti bolchevik, documents signalés plus haut) ;

5^o Action des Communistes pour hâter la chute du régime capitaliste :

a) Dans le Parti ;

b) Dans les Syndicats ;

c) Dans les masses inorganisées ;

d) A l'occasion des élections (problème du Parlementarisme) ;

e) Solidarité internationale ;

f) Adhésion à l'Internationale Communiste.

(Documents : tous les textes signalés plus haut, et les articles de Lénine, Radeck, Zinovief, sur le Parlementarisme, parus dans le *Bulletin Communiste*.)

Réunion Plénière

La réunion plénière du comité aura lieu le vendredi 11 juin à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne.

HÉROS ET MARTYRS DU COMMUNISME

M. S. OURITZKY

Moïse-Salomonovitch Ouritzky (1) naquit le 2 janvier 1873 dans la petite ville de Tcherkassk, gouvernement de Kiev, au bord du Dniéper. Ses parents étaient négociants. La famille des Ouritzky était grande et patriarcale. L'honnêteté, le respect des anciennes coutumes et le commerce, telles étaient les limites de l'horizon familial. Le petit Ouritzky, âgé de trois ans, perdit son père, noyé par accident. L'enfant resta entre les mains de sa mère et de sa sœur aînée. Sa mère s'efforça de l'élever religieusement. Jusqu'à 13 ans, il étudia les textes subtils et profondément embrouillés du *Talmud*. La seule clarté de sa vie à cette époque, c'est la proximité de la nature. A ses moments de loisir l'enfant se repose sur les rives si belles du Dniéper et c'est peut-être là que nous devons trouver la source de la douceur et de la bonté par lesquelles Moïse-Salomonovitch se distingua toute sa vie.

L'intérêt de sa sœur s'orientait dans un autre sens. Elle devina de bonne heure les brillantes qualités de son jeune frère et s'attacha à le familiariser avec la culture russe. Elle y réussit. A 13 ans, Ouritzky, malgré la volonté de sa mère, se passionne pour l'étude de la langue russe et y consacre tout son enthousiasme juvénile. Il passe brillamment l'examen d'admission et entre au progymnase de Tcherkassk.

Ayant terminé ses études préparatoires, il se rend à Bélaïa-Tserkov où il achève avec succès ses études de gymnase. Bien qu'il ait dû travailler pour gagner son pain, il a acquis d'excellentes connaissances de littérature russe et étrangère. Le gymnase, naturellement, ne pouvait les lui donner toutes.

Moïse-Salomonovitch entre à la faculté de droit ; il est dès ce moment le fondateur de groupes d'étudiants social-démocrates.

A 24 ans, au sortir de l'Université, il contracte un engagement volontaire dans un régiment d'infanterie.

Mais son service militaire n'est pas de longue durée... Il est arrêté le troisième jour comme appartenant à une organisation social-démocrate.

Dès ce moment toute sa vie s'écoulera en prison ou en exil.

Il est d'abord exilé dans la province de Yakoutsk, où il passe cinq ans. Il y contracte la tuberculose dont il ne cessera plus de souffrir. Revenu en Russie, en 1905, il s'installe à Petrograd et se consacre entièrement au travail de propagande du parti. Mais au début de 1906, il est de nouveau arrêté et, cette fois envoyé d'abord dans le gouvernement de Vologda, ensuite dans celui d'Arkhangel.

Assassiné le 30 août 1918 à Petrograd par un socialiste révolutionnaire.

Vers cette époque, sa tuberculose prend une forme aiguë et les fonctionnaires mêmes du tsar croient pouvoir commuer son exil dans le Nord en bannissement. La guerre le trouve en Allemagne. Moïse-Salomonovitch se rend d'abord à Stockholm, puis à Copenhague. A la première nouvelle de la révolution russe, après de longues années de lutte et d'exil, il revient en Russie.

Ici, son activité orageuse, pleine de fougue et de force est bien connue de tous.

Moïse Salomonovitch était de ces hommes qui semblent n'avoir pas de vie privée. Toutes les heures, toutes les minutes de sa vie appartenaient à la cause de la révolution, à la cause de la vérité et de la justice.

C'était aussi un homme d'une sorte de bonté et de douceur romantiques ; ses ennemis mêmes en conviennent.

On a tué en lui un lutteur stoïque, un militant fidèle de l'Internationale. On l'a tué à son poste. Ouritzky, héros et combattant fidèle de la révolution ne pouvait mourir autrement.

Souvenirs Personnels

Je fis sa connaissance en 1901. Sortant de prison et devant être envoyé en exil j'avais obtenu quelques jours de liberté pour aller visiter mes parents à Kiev.

Sur la demande de la Croix-Rouge de Kiev, je fis une conférence à son bénéfice. Et nous fûmes tous — conférencier et auditeurs, et de ce nombre E. Tarlé et V. Vodovozova — conduits sous escorte de cosaques à la prison de Loukianovka.

Quand nous y fûmes un peu installés, nous nous aperçûmes que c'était une prison assez particulière : les portes des cellules ne se fermaient jamais ; les promenades avaient lieu en commun et pendant les promenades on pouvait s'occuper alternativement de sports et suivre un cours de socialisme scientifique. Les nuits on s'installait aux fenêtres et commentaient de longues séances de chant et de déclamation. Il y avait dans la prison une commune où étaient versés les colis des familles et les rations délivrées par l'administration.

Les achats au bazar pour le compte commun des détenus, de même que la direction de la cuisine et de tout son personnel de condamnés ressortissaient aussi de la commune des détenus politiques. Les condamnés de droit commun considéraient notre commune avec un profond respect parce qu'elle avait banni de la prison les sévices et même les injures.

Comment la prison de Loukianovka avait-elle été transformée en commune ? C'est qu'elle était dirigée davantage que par son directeur, par le *staroste* de détenus politiques, Moïse Salomonovitch Ouritzky. Il avait en ce moment une grande barbe noire et

ne cessait de mâchonner une petite pipe. Flegmatique, impertubable, évoquant les boastsmen des navires au long cours, il allait par la prison de sa caractéristique démarche de jeune ours ; il savait tout, il arrivait partout à temps, il disposait de tout, il était bienfaisant pour les uns, désagréable pour les autres, mais il restait toujours une invincible autorité. Il régnait sur l'administration de la prison précisément par la force calme qui révélait sa supériorité.

Des années passèrent. Nous étions tous deux en exil.

Menchevik de gauche, Moïse-Salomonovitch Ouritzky était sincèrement, fougueusement un révolutionnaire et un socialiste. Sous sa tranquillité apparente et sous son flegme, il cachait une foi absolue en la cause ouvrière. Il se moquait volontiers du pathos et des discours grandiloquents sur de magnifiques sujets. Il était fier de sa lucidité, il l'affirmait avec une certaine coquetterie et même semblait-il avec un certain cynisme.

Mais c'était, en réalité, un pur idéaliste.

La vie en dehors du mouvement ouvrier, n'existait presque pas pour lui. Sa grande passion politique ne bouillonnait pas, uniquement parce qu'il l'avait canalisée rationnellement, d'après un plan donné, pour la diriger vers un but : elle ne se traduisait donc qu'en activité, mais par une activité extrêmement conséquente.

Sa logique était inflexible. La guerre de 1914 le fit entrer dans la voie de l'internationalisme et il ne chercha pas d'autres chemins. Comme Trotsky, comme Tchitchérine, comme Ioffé, il sentit bientôt l'impossibilité de conserver même l'ombre de relations avec les menchéviks de la défense nationale et rompit absolument avec le groupe Martov qui ne le comprenait pas. D'ailleurs même, avant la guerre, il était avec son plus proche coreligionnaire politique, L. D. Trotsky bien plus près des bolcheviks que des menchéviks. Nous nous rencontrâmes à Berlin en 1913, après une longue séparation. Et ce fut de nouveau la même histoire ! Je n'avais pas de chance avec mes conférences. La colonie russe de Berlin m'avait invité à faire quelques causeries, la police berlinoise m'arrêta, me garda quelque temps et m'expulsa de Prusse avec défense d'y revenir. Ouritzky fut de nouveau mon bon génie. Non seulement il connaissait parfaitement la langue allemande, mais il avait de vastes relations qu'il fit agir pour provoquer autour de mon arrestation un gros scandale pour le gouvernement, et je l'admira de nouveau quand, avec son tranquille sourire ironique il parlait au juge d'instruction ou aux journalistes bourgeois, ou « donnait les directives » à nos amis pour un entretien avec Karl Liebknecht, lequel s'était aussi intéressé à ce petit fait significatif.

Et il me laissait toujours la même impression : assurance tranquille, étonnant talent d'organisation.

Pendant la guerre, à Copenhague, Ouritzky joua aussi un grand rôle, mais ce n'est qu'en Russie pendant notre grande révolution qu'il put déployer progressivement sur de bien plus vastes arènes sa force organisatrice immense et tranquille.

Il adhéra d'abord à l'organisation dite internationale. Il y mit de l'ordre et sa fusion complète et in-

conditionnelle avec les bolcheviks fut en grande partie son œuvre.

Au fur et à mesure que s'approchait le 25 octobre, la valeur des forces d'Ouritzky était de mieux en mieux appréciée au grand état-major du bolchevisme.

Le rôle vraiment gigantesque du Comité révolutionnaire militaire de Petrograd à partir du 20 octobre jusqu'à la mi-novembre n'est connu que de peu de gens. Le point culminant de son extraordinaire travail d'organisation fut atteint du 24 octobre, à la fin du mois. Moïse Salomonovitch ne dormit alors ni de jour ni de nuit. Il était entouré d'un groupe d'hommes d'une grande force et d'une grande endurance mais qui se fatiguaient, se remplaçaient, ne prenaient sur eux qu'une partie du travail. Ouritzky, les yeux rougis par l'insomnie, mais toujours calme et souriant, restait à son poste dans ce fauteuil auquel aboutissaient tous les fils et duquel partaient toutes les directives de l'organisation révolutionnaire, puissante, soudaine, mais encore incomplètement montée.

Je considérais alors l'activité de Moïse Salomonovitch comme un véritable prodige d'aptitude au travail, de maîtrise de soi et de présence d'esprit. Je vois encore maintenant dans cette page de sa vie, une sorte de prodige. Mais cette page n'était pas la dernière et son éclat extraordinaire ne fait pas pâleur les pages suivantes.

Après la victoire du 25 octobre et la série de victoires qui suivit dans toute la Russie, l'un des moments les plus troubles, ce fut quand nous dûmes décider des relations entre le Gouvernement des Soviets et la Constituante prochaine. Il fallait pour régler cette question un homme politique de première force réunissant à une volonté de fer la souplesse nécessaire. On ne trouva pas deux noms. Toutes les voix s'arrêtèrent unanimement sur la candidature d'Ouritzky.

Et il fallait voir notre commissaire pour l'Assemblée constituante en ces jours orageux ! Je comprends que tous ces « démocrates » ayant toujours aux lèvres des phrases redondantes, sur le droit, la liberté, etc... aient eu d'une haine brûlante ce petit homme rond qui les regardait à travers le cercle noir de son pince-nez avec une froideur ironique, qui d'un seul sourire lucide dissipait toutes leurs illusions et dont chaque geste incarnait la souveraineté de la force révolutionnaire sur la phrase révolutionnaire.

Quand le premier et le dernier jour de la Constituante, au-dessus de l'orageuse foule des socialistes révolutionnaires retentissaient les discours solennels de Tchernov et que la « Haute Assemblée » s'efforçait de montrer à chaque minute qu'elle était le véritable pouvoir, — le camarade Ouritzky circulait dans le Palais de Tauride absolument comme autrefois dans la prison de Loukianovka, de son même d'ours, avec sa même imperturbabilité souriante ; comme alors il savait tout, il suffisait à tout, il inspirait aux uns une assurance tranquille, aux autres une totale désespérance.

« Il y a quelque chose de fatal en Ouritzky ». J'entendis en ce jour mémorable, dans un corridor, cette réflexion d'un socialiste révolutionnaire.

L'Assemblée constituante fut liquidée. Mais des difficultés plus grandes encore survenaient : Brest-Litovsk.

Ouritzky fut un ardent adversaire de la paix avec l'Allemagne. Lui qui incarnait le sang-froid nous disait, avec son habituel sourire : « Ne vaudrait-il pas mieux mourir honorablement ? »

Mais à la nervosité de certains communistes de gauche, Moïse Salomonovitch répondait tranquillement : « La discipline du parti avant tout ». Et ce n'était pas pour lui une phrase vide de sens.

L'offensive allemande de février commença.

Le Soviet des commissaires du peuple contraint de partir donna toute la responsabilité de la situation, alors presque désespérée de Péetrograd, au camarade Zinoviev.

« Vous aurez bien des difficultés », disait Lénine à ceux qui restaient. — « Mais Ouritzky reste avec vous », et cela tranquillisait. Et c'est alors que commença la lutte habile et héroïque de Moïse Salomonovitch avec la contre-révolution et la spéculation.

Que de malédictions, que d'accusations pleuvaient sur sa tête à cette époque ! Il était terrible. Il désespérait non seulement par son inflexibilité, mais aussi par sa vigilance. Réunissant entre ses mains la Commission extraordinaire et le Commissariat de l'Intérieur, conservant un rôle souvent dirigeant dans les affaires étrangères, il fut à Péetrograd l'ennemi le plus terrible de toutes les variétés de voleurs et de forbans de l'impérialisme.

Ils savaient quel puissant ennemi ils avaient en lui. Et la population aussi, pour laquelle il incarnait la terreur bolchevique, le détestait.

Mais nous qui étions à ses côtés, si près de lui, nous savons quelle était sa grandeur d'âme et comme il savait concilier la dureté et la force nécessaires avec une véritable bonté. Il n'y avait naturellement en lui aucune sentimentalité, mais il y avait beaucoup de bonté. Nous savons que sa tâche fut non seulement lourde et ingrate, mais encore douloureuse.

Moïse Salomonovitch souffrit beaucoup à son poste. Mais jamais nous n'entendîmes une plainte de cet homme vraiment fort. Il était tout à la discipline. Il incarnait vraiment le devoir révolutionnaire.

Ils l'ont tué. Ils nous ont porté un coup très adroit. Ils ont choisi un des plus habiles et des plus forts de leurs ennemis, un des plus forts et des plus habiles des amis de la classe ouvrière.

Tuer Lénine et Ouritzky c'eût été plus que remporter une grande victoire au front.

Serrer les rangs nous est difficile. Une brèche terrible est faite parmi nous. Mais Lénine se rétablit et nous nous efforcerons de remplacer notre inoubliable et irremplaçable Moïse Salomonovitch-Ouritzky, en décuplant chacun notre énergie.

(Septembre 1918.)

A. LOUNATCHARSKY.

A NOS LECTEURS

Demandez-nous des feuilles d'abonnements, et renvoyez-les au plus tôt couvertes de noms et d'adresses (sans oublier le montant).

Demandez-nous des numéros spécimens.

Donnez-nous des listes d'abonnés possibles, pour l'envoi de numéros d'essai.

NOS MEETINGS

CAMARADES,

Dans le but de protester contre l'ignoble répression gouvernementale, afin d'établir de façon nette votre solidarité avec nos Camarades emprisonnés, et démontrer aux forces mauvaises de la bourgeoisie que vous êtes, malgré tout, prêts à l'action vous assisterez à la

SERIE DE MEETINGS

que nous organisons, et dont le premier aura lieu le

Judi, 10 juin, à 20 h. 30

Salle de l'Union des Syndicats, Rue de la

Grange-aux-Belles

sous la présidence de

Georges PIOCH

assisté des camarades

V. GODONNECHE et René REYNAUD

Orateurs :

Ch. RAPPOPORT, Jean RIBAUT, Henry

TORRES, VAILLANT-COUTURIER,

TREINT, VERGEAT.

Entrée gratuite

Tous les chœurs de la calomnie que le parti de l'ordre ne manque jamais, après ses orgies sanglantes, d'entonner contre ses victimes, ne font que prouver que le bourgeois de nos jours se croit le successeur légitime du baron de jadis, qui regardait toute arme comme légitime dans sa main contre le roturier, tandis que dans les mains du roturier une arme quelconque constituait un crime.

KARL MARX.

(La Commune de Paris.)

Le Paris des travailleurs, avec sa Commune, sera à tout jamais célèbre comme le précurseur d'une nouvelle société. Ses martyrs ont leur place dans le cœur de la classe ouvrière. Ses exterminateurs sont déjà cloués au pilori éternel de l'Histoire, et toutes les prières de leurs prêtres ne pourront les en arracher.

Karl MARX

(La Commune de Paris.)

Les Communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs buts. Ils proclament hautement que ces buts ne pourront être atteints sans le renversement violent de tout l'ordre social actuel. Que les classes régnantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste. Les prolétaires n'ont rien à y perdre, hors leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner.

Proétaires de tous les pays, unissez-vous !

K. MARX et F. ENGELS.

(Manifeste du Parti Communiste.)

L'AUTOCRATIE DU PROLÉTARIAT À LA FABRIQUE

Bien que l'atmosphère en Europe comme en Amérique soit imprégnée depuis près d'un siècle déjà des idées de liberté, de constitution, de république et de souveraineté du peuple, il existe pourtant un domaine où personne n'avait encore l'audace de rêver à la liberté ou à la souveraineté du peuple, où l'on n'aurait pu faire la plus timide allusion à la Constitution et où le seigneur et maître exerçait une autocratie complète. Ce domaine est celui dont Marx disait il y a un demi-siècle : « Il existe des endroits soigneusement cachés à tout œil étranger, au seuil desquels le visiteur se heurte à l'écrêteau : « Défense d'entrer... » ce sont les fabriques, les usines, les mines, tous lieux, où le capital croît et se multiplie merveilleusement, vivant de la force ouvrière. » C'est ici le sanctuaire même du capitalisme.

Défendant jalousement leurs droits sacrés, les capitalistes se refusèrent longtemps à toute intervention constitutionnelle même de la part du gouvernement capitaliste (leur commis) qui craignait à juste titre que le culte effrayé du bénéfice, auquel se livraient les capitalistes, ne les entraînaît à épuiser prématurément la malheureuse victime de cette passion — l'énergie ouvrière — poule aux œufs d'or, dont la disparition arrêterait la merveilleuse croissance du capital.

Cette résistance fut la cause des difficultés que rencontra partout la législation industrielle qui d'ailleurs ne fut jamais appliquée intégralement.

Ne perdons cependant pas de vue que messieurs les capitalistes permettaient tout de même quelques licences à leurs gouvernements ; mais il suffisait qu'une organisation ouvrière, fût-elle la plus raisonnable et la plus inoffensive des trade-unions — se permit de soulever la question d'une constitution industrielle aussi médiocre que ce fût pour que le capital se levât sur ses ergots, écumant de rage devant cet attentat à ses « droits naturels », devant ce crime de lèse-majesté.

Il ne voulait entendre parler d'aucune concession dans ce domaine.

Lorsque l'aveugle enthousiasme des capitalistes devant l'accroissement monstrueux de leurs bénéfices au moment de la catastrophe mondiale de 1914-1918 amena dans la chaîne de l'exploitation capitaliste cruellement rivée à la chair vive du monde, la rupture soudaine de son plus faible anneau — la Russie, le pouvoir capitaliste vacillant du gouvernement provisoire russe qui pendant huit mois avait dansé sur le sol mouvant de la révolution prolétarienne unit tous ses efforts pour garantir la sécurité du sanctuaire capitaliste.

À l'exigence d'un contrôle ouvrier exprimant de la part du prolétariat encore insuffisamment affermi dans son pouvoir le désir d'établir une constitution industrielle qui en réalité lui aurait seulement octroyé le droit de contrôle, le gouvernement de la

coalition « socialiste » devenu le défenseur du capitalisme et des capitalistes et l'ennemi du socialisme, répondit par une féroce attaque contre la classe ouvrière et par une campagne provocatrice contre les bolcheviks, parti de l'avant-garde prolétarienne.

Le mot d'ordre de contrôle ouvrier avait été lancé comme mesure de défense du prolétariat, car MM. les capitalistes comptaient étouffer « par la main décharnée de la famine » selon l'expression d'un de leurs leaders, M. Riabouchinsky, la tendance de plus en plus déterminée du prolétariat à s'emparer du pouvoir. Ils entreprenaient dans ce but toutes les mesures en leur pouvoir pour arriver à l'arrêt des entreprises, créant artificiellement des crises de combustible et de matières premières, négligeant les réparations indispensables du matériel, etc... Mais à mesure que la nécessité d'un contrôle qui n'aurait pas admis le sabotage de la production, devenait de plus en plus pressante pour le prolétariat, le capital multipliait ses efforts pour la défense de son autocratie à la fabrique.

Ce n'est qu'après l'éclatante rupture de la chaîne capitaliste et lorsque le prolétariat s'empara du pouvoir politique que fut enfin tranché le nœud gordien du sabotage et renversée l'autocratie du capital à la fabrique. Mais le prolétariat vainqueur ne pouvait se contenter de la modeste exigence d'une constitution industrielle : la pratique de la vie elle-même avait clairement prouvé que le capitaliste ne voulait ni ne pouvait être un monarque constitutionnel et que, contrairement à toutes ses assurances, il ne cesse d'ourdir quelque trahison et de chercher quelque moyen pour continuer le sabotage ; qu'il n'est point du tout enclin à enseigner aux ouvriers l'art de diriger une entreprise, ainsi que se l'imaginaient les naïfs partisans du contrôle ouvrier après la révolution d'octobre et enfin qu'il est d'autant plus disposé à bernier les autres qu'il l'est moins à se laisser bernier lui-même. Et au lieu d'une constitution, ce fut l'autocratie du peuple qui s'établit à la fabrique, au lieu d'un contrôle ouvrier, une direction ouvrière.

Ce passage de l'autocratie du capital à l'autocratie du prolétariat à la fabrique représenta un fait historique grandiose — car c'est cette période qui incarne l'essence même de la révolution sociale du prolétariat. Il ne pouvait évidemment se faire en un jour, comme par enchantement, au moyen d'un décret du pouvoir soviétique ; il fut réalisé dans ses grandes lignes dans l'espace d'une année. Cette réalisation fut possible grâce à l'existence dans un pays capitaliste aussi arriéré que la Russie d'une grosse industrie capitaliste suffisamment concentrée et réalignée, couronnée par l'appareil central de plusieurs banques importantes.

Bien que les directions d'entreprises fussent très lentes à se débarrasser des représentants isolés du capitalisme et des agents parfois secrets du capital, embusqués dans l'ancienne administration capitaliste,

restée fidèle à son maître, bien que la composition de cette dernière ne devint purement ouvrière que peu à peu, ce fut bien dès le début et même dans les entreprises n'ayant formellement qu'un contrôle ouvrier, qu'une direction ouvrière s'établit à la fabrique.

Avant la révolution encore de nombreux syndicats patronaux existaient en Russie et une notable partie de l'industrie était unie par les banques.

Il va de soi que l'autocratie du capital fut remplacée par celle du prolétariat dans les syndicats et dans les banques bien avant de l'être dans les fabriques et les usines et que le processus de la concentration industrielle reçut un développement et une profondeur sans exemple dans le monde.

Pour estimer à leur juste valeur les résultats de l'activité économique du prolétariat au pouvoir, il est indispensable de prendre avant tout en considération les conditions infiniment difficiles dans lesquelles elle dut s'exercer.

Le premier obstacle était dû au caractère même de la révolution. L'industrie et toute la vie économique en général ne peuvent exister et se développer que lorsqu'elles sont systématiquement organisées et possèdent une direction régulièrement établie, autrement dit lorsque des relations productives déterminées y sont établies. Pendant la réorganisation de la direction, qui de capitaliste qu'elle était se transforme peu à peu en direction ouvrière, toute l'activité productrice traverse une période d'arrêt qui dure jusqu'au moment où la nouvelle direction ouvrière arrive à se mettre suffisamment au courant de ses fonctions.

Le deuxième obstacle avait pour cause l'état particulièrement arriéré de la Russie en tant que pays capitaliste.

Bien que la grosse industrie capitaliste concentrée ait joué en Russie sans contredit un rôle dominant dans le domaine économique, la majorité écrasante de la population, par suite du développement insuffisant du capitalisme, se composait de paysans dont une partie importante était à demi prolétaire et indigente ; ces classes paysannes soutinrent le prolétariat dans sa lutte pour le pouvoir, dans l'espoir de s'emparer des terres et de détruire à jamais les servitudes féodales.

Cette masse paysanne dans laquelle s'éveille par moments un instinct prolétarien ou révolutionnaire et à d'autres l'instinct du petit propriétaire, de l'agriculteur et du marchand, unie à la petite bourgeoisie des villes (artisans et commerçants) qui se rapproche beaucoup de la première en tant que classe, compliquent excessivement par leurs vacillations et leur instinct de propriété désordonné et réfractaire aux idées du communisme, la réalisation d'une organisation communiste dans le domaine économique et par cela même toute l'activité économique du pouvoir soviétique.

Le troisième obstacle est représenté par le caractère universel de la révolution prolétarienne russe. Etant elle-même le résultat d'une catastrophe mondiale — la guerre entre les titans impérialistes — notre révolution menace d'allumer l'incendie de la révolution sociale prolétarienne dans le monde entier et de transformer la guerre mondiale impérialiste en une guerre de classes. Pour cette raison la république prolétarienne des soviets a sans cesse été en butte tantôt aux attaques des puissances impérialis-

tes (de l'Allemagne en 1918, de l'Angleterre, de la France et des autres en 1919, tantôt à celles des mercenaires russes ou étrangers organisés, soutenus et subsidiés par ces mêmes puissances impérialistes (Tchéco-Slovaques, Serbes, Grecs, — Koltchak, Dénikine, Lianosoff, Tchaïkovsky, etc.). Grâce à ce concours des forbans impérialistes, la guerre civile traîne en longueur, la bourgeoisie russe ruinée par le prolétariat reçoit les moyens de se réorganiser et de lutter pour le rétablissement du droit sacré d'exploiter le prolétariat. Grâce à cette circonstance la production de la Russie soviétique qui se trouve sous la direction ouvrière se trouve isolée des sources de combustible (de charbon : le bassin du Don a été occupé par les Allemands ; de pétrole : Bakou a été occupé par les Allemands, puis par les Anglais), de celles de matières premières (de l'étoffe : le Turkestan a été coupé par les Tchéco-Slovaques, puis par Koltchak ; de minerai : Krivoï Rog a été occupé par les Allemands puis par Dénikine ; l'Oural — par les Tchéco-Slovaques, puis par Koltchak), de celles des produits alimentaires (l'Ukraine et le Caucase septentrional, occupés d'abord par les Allemands, puis par Dénikine ; la région du Volga, l'Oural et la Sibérie, occupés d'abord par les Tchéco-Slovaques, puis par Koltchak). Enfin un blocus bien que non déclaré officiellement, mais sévèrement organisé par les puissances impérialistes de l'Entente, sépare la république des soviets des sources où elle aurait pu renouveler son outillage très détérioré pendant la guerre et dont le renouvellement est absolument indispensable à l'industrie comme à l'agriculture.

Malgré toutes ces difficultés, la direction ouvrière de l'économie, dans un pays arriéré, ruiné et serré dans l'étau puissant d'un impitoyable blocus, continue, tenant le marteau d'une main et le fusil de l'autre à lutter voilà déjà près de deux ans pour la réalisation de la révolution sociale universelle, marchant en tête du prolétariat du monde entier et défendant ses positions contre un ennemi qui semblait et semble encore pour certains esprits tout-puissant.

Cette force de résistance colossale et que personne n'aurait pu prévoir, la république prolétarienne la doit à son désir inné de sauver de la décomposition les forces vives du travail. La force humaine est une des plus grandes forces productrices de la société. Le capital en général et tout capitaliste en particulier se conduisait dans le domaine économique à l'égard de la force ouvrière en exploitateur invétéré. De toutes les forces productrices de la société seule la main-d'œuvre appartenait au prolétariat. Les capitalistes ne jouissaient que du droit de l'exploiter, droit basé sur la nécessité où se trouvait le prolétaire de vendre sa capacité de travail à quiconque était en état de le rétribuer. Les capitalistes n'étaient donc pas directement intéressés à son accroissement. Il en résultait que la main-d'œuvre était continuellement soumise à l'action des facteurs de destruction : en temps ordinaire la longueur excessive de la journée de travail et d'intensité du travail. Dans les périodes de grands développements industriels (et de guerre) la force ouvrière de même que les instruments de production était vouée à une usure rapide par suite de l'intensification fiévreuse du travail ; pendant les crises c'est la faim provoquée par le chômage et la baisse des salaires qui était d'un effet destructif pour la force ouvrière.

La direction ouvrière fut la première à prophétiser et à poursuivre dans la fabrique la politique de la conservation de la force ouvrière, la tenant pour une des conditions essentielles de l'activité productive ininterrompue de la société ; seule elle réalisa enfin le programme minimum de la social-démocratie dans le domaine politique.

Bien plus, le pouvoir ouvrier, au nom de la conservation du prolétariat ne se contenta pas de donner à l'ouvrier une ration alimentaire plusieurs fois supérieure (de 2 à 4 fois) à celle des représentants de la bourgeoisie ne travaillant point ; elle confisque même à la bourgeoisie en cas de besoin les objets de première nécessité, les logements y compris pour les remettre au prolétariat. Ce que les ennemis du pouvoir ouvrier appellent le *communisme de consommation* n'est donc autre chose que la politique de conservation de la force productrice fondamentale de la société de la force du prolétariat.

L'accroissement de l'armée rouge est un exemple probant du succès de la direction ouvrière. Nous soulignons ici un seul des actes de la grande œuvre historique du prolétariat russe, à savoir le ravitaillement de l'armée rouge. Elle a contre elle un adversaire entre les mains duquel se trouvent les sources de produits alimentaires, de matières premières, de combustible, un adversaire pourvu par les soins du *capital mondial* et l'armée rouge se trouve néanmoins aussi bien et parfois mieux pourvue que celle de l'ennemi.

Ce résultat n'a pu être atteint que grâce à une concentration rationnelle des efforts dirigés vers la résolution des problèmes les plus importants, autrement dit grâce à l'organisation solide de la vie économique. La Russie a fait dans ce domaine pendant la période de dictature prolétarienne un grand pas en avant. Il ne reste plus actuellement une seule branche d'industrie qui ne soit centralisée et qui ne se trouve aux mains d'un organe ouvrier spécial, connaissant toutes les ressources et toutes les possibilités de ses entreprises, et les dirigeant par l'entremise des directions ouvrières. Chez nous, non seulement la grosse, mais la petite industrie également et jusqu'à l'agriculture sont organisées actuellement. Un grand travail statistique est entrepris pour enregistrer toutes les forces productrices du pays. De cette manière, nous avons non seulement commencé la construction du fondement de notre future société communiste, mais nous possédons déjà les moyens d'une concentration rationnelle des efforts pour la réalisation des problèmes particulièrement urgents. Une telle organisation de l'économie nationale permet en outre à la direction ouvrière de lutter contre la baisse des forces productrices qui a commencé encore pendant la guerre ; cette lutte donne des résultats positifs, malgré la désorganisation générale provoquée par la guerre et malgré tous les obstacles presque insurmontables énumérés plus haut. Une des méthodes de la lutte contre la baisse des forces productrices est la concentration de la production ; la fermeture des petites entreprises mal organisées au point de vue technique et antihygiéniques pour la plupart. Cette méthode est appliquée avec succès par le pouvoir soviétique presque dans toutes les branches de l'industrie. Un autre système consiste à placer les entreprises dans des conditions économiques plus favorables,

c'est-à-dire à les transporter plus près des sources d'énergie — du combustible, des matières premières ; à ce point de vue, il faut souligner le transfert d'une série d'entreprises de Pétrograd, qui vivait en grande partie de charbon étranger et de matières premières du sud de la Russie, dans la Russie centrale et dans la région de l'Oural.

Un grand travail a été également accompli dans le sens de l'adaptation de la production aux nouvelles conditions dans lesquelles elle a été placée : le passage d'une grande partie des entreprises au chauffage de bois.

Dans beaucoup de fabriques et d'usines les cadres de la production ont été diminués de telle sorte que les produits se trouvent réduits à quelques types fondamentaux ; ceci a pour résultat une augmentation de la productivité du travail. Des mesures sont prises en outre pour empêcher la falsification et pour adapter la qualité du produit aux nécessités des grandes masses de la population.

Dans beaucoup de branches de l'économie nationale la centralisation du ravitaillement et l'approvisionnement en matières premières par le gouvernement sont organisés.

Les travaux de construction continuent dans des proportions plus restreintes, mais par contre sur un plan plus rationnel ; nous entendons par là la construction des voies d'approche qui faisaient presque totalement défaut jusqu'à présent. De grandes stations électriques sont également en voie de construction, pour le chauffage à la tourbe et pour l'exploitation de l'énergie fournie par les cours d'eau.

Des industries nouvelles se forment, souvent encore inconnues en Russie, parfois de peu d'importance par leurs proportions, mais toujours utiles dans l'économie du pays.

En résumé, de grands préparatifs se font pour la société de l'avenir, car l'avenir appartient au prolétariat victorieux.

Des explorations de grande envergure ont été faites dans une grande partie de la Russie ; ces explorations ont déjà donné de grands résultats et en promettent de plus grands encore dans l'avenir. Des projets de travaux grandioses ont été élaborés, des projets d'irrigation du Turkestan, de développement de la production du coton, de la construction des stations électriques pour le pays en électricité, des projets de canaux, de chemins de fer, etc. Enfin des expériences scientifiques se font sur l'application d'une série d'inventions importantes, sans compter d'autres nombreux travaux en préparation.

Des forces productrices colossales sommeillent dans le prolétariat. En plus de l'organisation rationnelle du travail social, empêchant la dépense improductive de la force ouvrière inévitable dans la désorganisation de la société capitaliste, en plus de la hausse maximum de toute l'énergie sociale atteinte par certaines des meilleures entreprises, la direction ouvrière qui réalise la synthèse de l'organisation de la production et de celle de la classe ouvrière (organisations antagonistes dans l'ancienne société), ajoute un facteur nouveau : l'enthousiasme pour le travail qui s'est manifesté avec une telle intensité aux samedis communistes — travail volontaire et gratuit accompli par les ouvriers communistes tous les samedis, après leur journée terminée ; ce travail ne s'accomplit pas pour un salaire, mais par

enthousiasme devant la grande révolution prolétarienne dérivant l'humanité et la conduisant de l'empire du sang, de la boue et des larmes à celui du travail ; il se trouve être 3, 4 et 5 fois plus productif que le travail ordinaire.

Cet enthousiasme s'allumera d'une flamme encore plus éclatante lorsque cette avant-garde russe du prolétariat, encore isolée pour le moment, verra arriver à son aide d'autres détachements ; c'est alors que le prolétariat universel, serrant les rangs rompra définitivement d'un effort unanime la chaîne déjà rompue à un endroit de l'esclavage capitaliste et proclamera l'autocratie du prolétariat universel — du communisme universel.

L. KRITZMANN.

NOTRE SOUSCRIPTION

Il est du devoir de tous les camarades de nous envoyer leur souscription pour soutenir le BULLETIN COMMUNISTE. C'est le meilleur moyen de répondre aux provocations gouvernementales.

Abonnez-vous ! Souscrivez ! Faites-nous une inlassable propagande. Réclamez-nous des numéros spécimens, des feuilles d'abonnements et des listes de souscription. Répandez notre journal autour de vous. L'action communiste sous toutes ses formes, pour pénétrer dans les masses et les guider dans la lutte quotidienne, doit être constante et inlassable.

A l'œuvre ! Souscrivez !

10^e liste

M. P., 9^e section, 5 fr. — Gaston R., 10 fr. — Henri Renault (2^e versement), 10 fr. — Anonyme, 1 fr. 50. — Mme Marie Mignault, 5 fr. — Delahaye, Nice, 3 fr. — Un abonné, 1 fr. 50. — Produit d'une quête, versé par Perrin, 21 fr. 75. — Pour la libération des prisonniers, 4 fr. — Gilbert Radeguet, Oran, 20 fr. — A. Crochut, 2 fr. 50. — Ely, 2 fr. — André Delestre, 20 fr. — Tanneur, Rouen, 10 fr. — Un Révolté, Rouen, 5 fr. — Mme Lambelle, Rouen, 5 fr. — Lambelle, Rouen, 5 fr. — J. Pivert, Rouen, 10 fr. — Pour qu'ils sortent de la Santé, 1 fr. — H. S., rue Montmartre, 3 fr. — Pour la Revanche, 2 fr. — Un ancien combattant, 2 fr. — S. Bur, Paris, 2 fr. — 10^e section du P. S., Marseille, 10 fr. — Vive la Commune, 2 fr. 50. — René Malherbe, 5 fr. — Contre l'arbitraire, 3 fr. — G. R. A., 5 fr. — Pour la libération de Lorient, 1 fr. — Un lecteur, 2 fr. — Jean S., 5 fr. — Gleizes (2^e versement), 5 fr. — Mme Gleizes, 5 fr. — Une citoyenne (9^e section), 2 fr.

Total de la 10^e liste.....Fr. 196 7.
Total des listes précédentes..... 1.997 65

Total général 2.194 40

La Vie Ouvrière

Hebdomadaire

Paraît tous les vendredis

En vente partout : 20 centimes

96, quai Jemmapes (10^e)

Paris

Notre Bulletin

A tous ceux qui souscriront un abonnement de 50 numéros, nous enverrons gratuitement (sur leur demande) huit publications à choisir dans la liste ci-dessous. Les indiquer seulement par les numéros.

Les abonnés à 20 numéros auront droit à quatre de ces publications.

Pour le port, joindre 0 fr. 50 en timbres pour les envois de 4 exemplaires, ou 1 franc pour ceux de huit.

Ceux qui sont déjà abonnés à 20 numéros peuvent nous demander leurs brochures.

LISTE DES PUBLICATIONS A CHOISIR

1. Manifeste et Résolution de l'Internationale communiste.
2. Hommage à la République des Soviets, par Henri Barbusse, etc..
3. Pochette de cartes postales (Lénine, Trotsky, Lou-natcharsky, Alexandra Kollontai).
4. Lettre aux ouvriers américains, par N. Lénine.
5. Les problèmes du Pouvoir des Soviets, par N. Lénine.
6. Terreur blanche et Terreur rouge, par Tchitchérine.
7. 2^e ou 3^e Internationale, par Robert Thal.
8. Vive la République des Soviets ! par Jacques Sadoul.
9. Eloge des Bolcheviks, par Boris Souvarine.
10. La 3^e Internationale, par Boris Souvarine.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAIT TOUS LES JEUDIS

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE

50 numéros.....	25 francs
20 numéros.....	10 francs
10 numéros.....	5 francs

ETRANGER

50 numéros.....	30 francs
20 numéros.....	12 francs
10 numéros.....	6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre - PARIS

La Revue Communiste

Mensuelle

Directeur : CH. RAPPOPORT

Le numéro : 3 francs

Le Gérant : R. APERCE.

Travail exécuté

par des ouvriers payés

au tarif syndical



IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e)